



PREFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PREFECTURE
Direction des collectivités locales, de l'utilité
publique et de l'environnement

Marseille, le **05 OCT. 2016**

Bureau des installations et travaux réglementés
pour la protection des milieux

Dossier suivi par : M. CAPSETA-PALLEJA
☎ 04.84.35.42.77

✉ alexandre.capseta-palleja@bouches-du-rhone.gouv.fr

Dossier n°2016-370 C/PC

ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE n° 2016-370 C/PC
applicable à la société LAFARGE GRANULATS FRANCE
et autorisant une prolongation limitée d'exploiter,
une modification des conditions d'exploiter
et la cessation partielle d'activité de
la carrière sise aux lieux-dits « La Sablière », « Le Grand Vallon »,
« La Crau », « Bel Air, » et « Le Moulon de Blé »
sur le territoire des communes de SENAS et EYGUIERES

LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE SUD
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Vu le Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

Vu le schéma départemental des carrières des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières modifié ;

Vu la circulaire du 14 mai 2012 relative à l'appréciation des modifications substantielles au titre de l'article R. 512-33 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 1er février 1996 fixant le modèle de garanties financières ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu les arrêtés préfectoraux n° 2001-211C du 12 novembre 2001, n° n° 2012-183C du 28 mars 2012 et n°

.../...

2014-286C du 1^{er} décembre 2014 antérieurement délivrés à la société Lafarge Granulats Sud pour l'établissement qu'il exploite sur le territoire des communes Sénas et Eyguières ;

Vu l'arrêté n° 2008-426C portant changement d'exploitant ;

Vu la demande présentée le 25 mai 2016 par la société Lafarge Granulats France dont le siège social est situé 2 Avenue du Général de Gaulle – 92 140 CLAMART demandant une prolongation de l'autorisation d'exploiter la carrière autorisée par l'arrêté du 12 novembre 2001, portant à la connaissance des modifications des conditions d'exploiter ladite carrière et demandant l'autorisation de changement d'exploitant ;

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande ;

Vu la lettre de la société Lafarge Granulats France du 2 mai 2016 informant le Préfet des Bouches-du-Rhône du renoncement aux droits ouverts par l'arrêté du 1^{er} décembre 2014 susvisé ;

Vu le rapport et les propositions en date du 2 août 2016 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis en date du 28 septembre 2016 du Conseil départemental de la nature, des paysages et des Sites au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Vu le projet d'arrêté porté le 29 septembre 2016 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'absence d'observation apportée par le demandeur par la lettre du 4 octobre 2016 ;

Considérant que la société Lafarge Granulats Sud a été absorbée par la société Lafarge Granulats France à la date du 1^{er} janvier 2014 ;

Considérant que, au sens de l'article L.512-1 du Code de l'environnement, la société Lafarge Granulats France démontre qu'elle a les capacités techniques et financières à exploiter ladite carrière ;

Considérant que l'exploitant déclare avoir réaménagé les parcelles abandonnées suite à la cessation partielle d'activité ;

Considérant que, en application de la circulaire du 14 mai 2012, les modifications envisagées ne sont pas substantielles et ne nécessitent pas le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation ;

Considérant que, en application de l'arrêté ministériel du 9 février 2004, le montant des garanties financières de remise en état de la carrière (période 2017-2020) doit être révisé et actualisé compte tenu de la demande de prolongation de l'autorisation et la cessation partielle d'activité ;

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société Lafarge Granulats France dont le siège social est situé 2 Avenue du Général de Gaulle – 92140 CLAMART est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux colluvionnaires, sise quartier du grand vallon sur les communes de Sénas et d'Eyguières, avec installation de premier traitement en lieu et place de la société LAFARGE GRANULATS SUD dans l'intégralité des droits et obligation des arrêtés préfectoraux n°2001-211C du 12 novembre 2001, n° 2012-183C du 28 mars 2012 et n° 2014-286C du 1er décembre 2014.

L'autorisation d'exploitation de la carrière n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du bénéficiaire ou de ses contrats de fortage.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté.

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
N°2001-211C du 12 novembre 2001	Art 2	Bénéficiaire de l'autorisation – Chapitre 1.1.
N°2001-211C du 12 novembre 2001	Art 2	Modification du tableau des rubriques – Article 1.2.1.
N°2001-211C du 12 novembre 2001	Art 2 – II.3	Modification du périmètre d'exploitation – Article 1.2.2.
N°2001-211C du 12 novembre 2001	Art 2 – II.2	Modification de la durée d'exploitation – Article 1.2.3.
N°2001-211C du 12 novembre 2001	Art 8 (8.1 à 8.6)	Modification du montant et actualisation des prescriptions – Chapitre 1.5.
N°2001-211C du 12 novembre 2001	Art 2 – II.1	Ajout de prescription – Article 1.2.3.
N°2001-211C du 12 novembre 2001	Art 4 – 4.4	Ajout de prescriptions – Article 1.3.1.
N°2001-211C du 12 novembre 2001	Art 5 – 5.5	Modification de la fréquence de mesures des émissions sonores et prescription d'une étude lors de la première campagne de traitement des matériaux par des équipements mobiles – Article 1.4.1.
N°2001-211C du 12 novembre 2001	Art 5 – 5.1.3 A et B	Modification des prescriptions – Article 1.4.2.

Les prescriptions suivantes sont supprimées par le présent arrêté.

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
N° 2014-286C du 1 ^{er} décembre 2014	Tous les articles	Suppression

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Régime	Volume autorisé
2510-1	A	Carrières (exploitation de) 1. Exploitation de carrières,	A	
2515-1a)		1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant : a) Supérieure à 550 kW	A	1 050 kW
2517-1		Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 30 000 m ³	A	

AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique), A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), C (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)

ARTICLE 1.2.2. LOCALISATION ET SURFACE

Conformément aux plans cadastraux au 1/2 500^{ème} du dossier de demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter en date du 25 mai 2016, référencés n°13.04.15.02 AP Nord et n°13.04.15.02 AP Sud, et annexés au présent arrêté, l'autorisation porte sur les parcelles suivantes :

Section	Parcelle
Sénas, Lieu-dit « Le Grand Vallon »	
DI	5 à 18, 21 à 29, 43, 44, 46, 47, 49 à 52, 54 à 56, 63, 64, 73 à 88
DK	44
Sénas, Lieu-dit « La Sablière »	
DH	1, 4, 6 à 8, 10 à 13, 15, 16pp, 17pp, 20pp à 23, 25 à 29pp, 30pp, 32pp, 121, 123 à 128, 133 à 136

Eyguières, Lieu-dit « Le Moulon de Blé »	
BE	5pp, 11b pp
Superficie globale	39,43 ha

Nota : pp = pour partie

ARTICLE 1.2.3. NIVEAU D'ACTIVITÉ

A compter du 12 novembre 2016 et jusqu'au 12 novembre 2019, la quantité maximale de matériaux extraits est de 950 kt pour une production annuelle moyenne de 320 kt/an.

ARTICLE 1.2.4. DUREE DE L'AUTORISATION D'EXPLOITER

L'autorisation d'exploiter la carrière est accordée jusqu'au 12 novembre 2020.
L'autorisation des autres installations n'est pas limitée dans le temps.

CHAPITRE 1.3 CONDUITE DE L'EXPLOITATION

ARTICLE 1.3.1. RÉAMÉNAGEMENT

Le réaménagement des parcelles cadastrales du lieu-dit « Le Grand Vallon » visées à l'article 1.2.2. du présent arrêté est réalisé conformément au dossier de demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter en date du 25 mai 2016, avant le 12 novembre 2020.

L'exploitant est autorisé à réaménager la carrière, par remblayage, avec des déchets inertes tels que définis aux annexes 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Les conditions d'admission des déchets inertes sont conformes aux dispositions de l'arrêté susvisé.

Le remblayage est réalisé conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relative aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières, en particulier l'article 12.3.

CHAPITRE 1.4 PREVENTION DES POLLUTIONS

ARTICLE 1.4.1 PREVENTION DES NUISANCES SONORES

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée lors de la première campagne de traitement des matériaux par des équipements mobiles. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

ARTICLE 1.4.2. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

A- Qualité

L'exploitant procède semestriellement (en période de hautes et basses eaux) à des analyses sur les critères de potabilité (bactériologique et physico-chimique) des eaux souterraines, à sa charge par les soins d'un

laboratoire agréé. Les prélèvements sont effectués sur le forage utilisé pour l'alimentation en eau du site et sur le forage identifié FGau au lieu-dit « la Retrache) sur la commune de Sénas.

Les résultats des analyses sont transmis à l'Inspection des installations classées qui est tenue informée dans délai de tout indice de pollution révélé par les contrôles.

L'Inspection des installations classées peut imposer des analyses de la qualité des eaux sur d'autres points pour suivre une éventuelle pollution.

B- Niveau

Des relevés de hauteur d'eau sont réalisés trimestriellement sur les piézomètres PzF, Pz 08/23, Pz 00/7 et Pz 13/01, dont l'emplacement est reporté sur le plan n° :13.04.15.03 du dossier de demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter en date du 25 mai 2016 et annexé au présent arrêté.

CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES

ARTICLE 1.5.1. Objet des garanties financières

Les garanties financières ont pour objet de pouvoir assurer la remise en état de la carrière en cas de défaillance de l'exploitant ou en cas de non-respect des prescriptions de remise en état des arrêtés préfectoraux.

ARTICLE 1.5.2. Montant des garanties financières

Le montant total des garanties à constituer est de 728 264 euros TTC.

Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 9 février 2004 en prenant en compte un indice TP01 base 2010 de 101,6 (paru au JORF du 14 février 2016) et un taux de TVA de 20%.

ARTICLE 1.5.3. ETABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières sont constituées avant le 12 novembre 2016.

Dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet, avant l'échéance fixée ci-dessus :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement
- la valeur datée du dernier indice public TP01 base 2010.

ARTICLE 1.5.4. RENOUELEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.5.3.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 1.5.5. ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES

Sans objet

ARTICLE 1.5.6. MODIFICATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

ARTICLE 1.5.7. ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 1.5.8. APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- pour la remise en état du site après exploitation.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non exécution des obligations ci-dessus :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de remise en état de l'arrêté préfectoral d'autorisation et des arrêtés complémentaires associés, après intervention des mesures prévues au I de l'article L.171-8 du code de l'environnement ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

ARTICLE 1.5.9. LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIÈRES

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512 39-1 à R. 512-39-5 par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du Code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

TITRE 2 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITE-EXECUTION

ARTICLE 2.1.1. DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction ;

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Marseille :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 2.1.2. PUBLICITE

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairies de Sénas et Eyguières pendant une durée minimum d'un mois. Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée identique.

Les maires de Sénas et Eyguières feront connaître par procès verbal, adressé à la préfecture des Bouches-du-Rhône l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de l'exploitant.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 2.1.3. EXECUTION

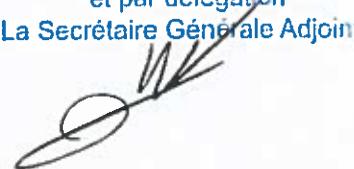
Le Secrétaire général de la préfecture des Bouches du Rhône, le Sous-préfet de l'arrondissement d'Arles, le Directeur départemental des territoires des Bouches du Rhône, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires de Sénas et Eyguières et à l'exploitant.

Pour le Préfet
et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe

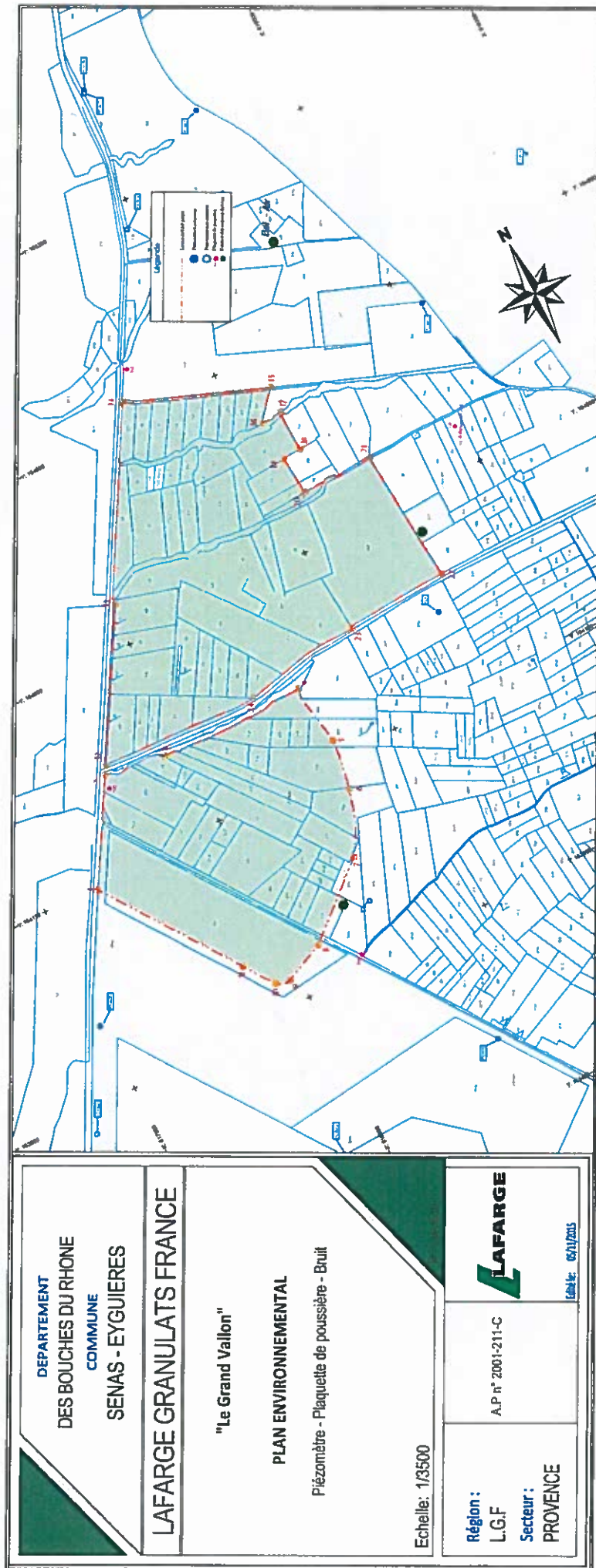

Maxime AHRWEILLER

Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 2016_370 C / P.
du 05 OCT. 2016

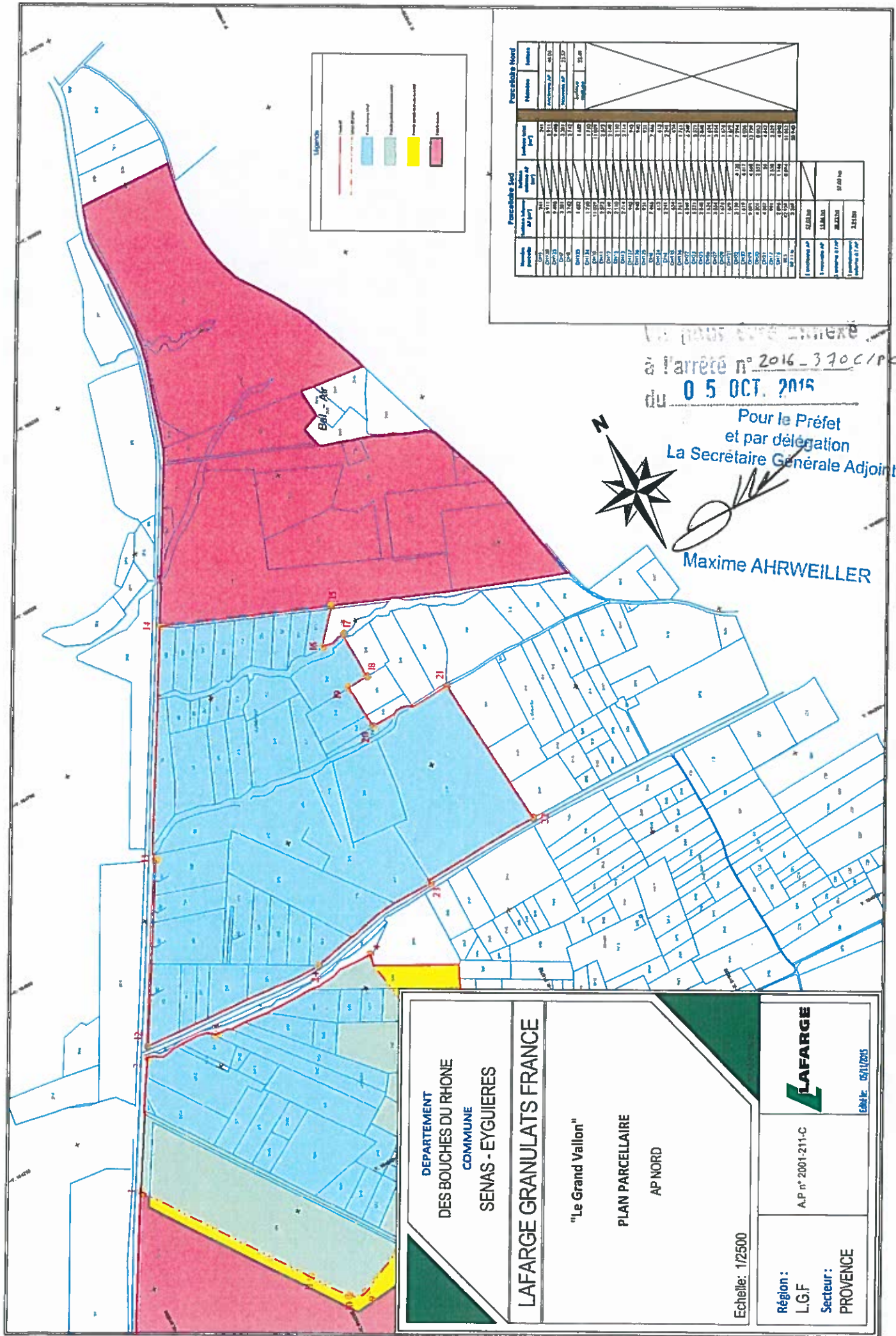
Pour le Préfet
et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe



Maxime AHRWEILLER



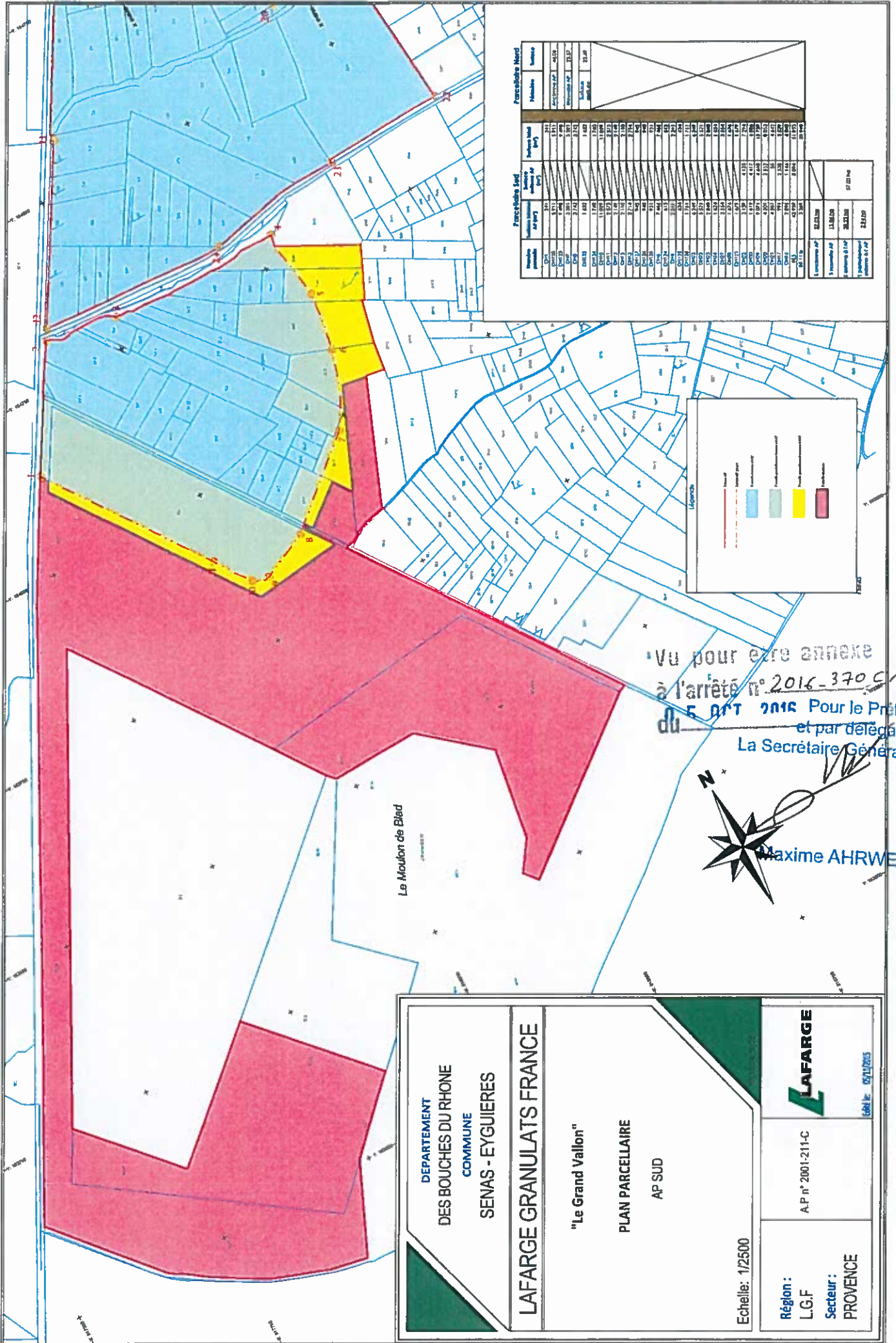
DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE COMMUNE SENAS - EYGUIERES	
LAFARGE GRANULATS FRANCE	
"Le Grand Vallon"	
PLAN ENVIRONNEMENTAL Piézomètre - Plaque de poussière - Bruit	
Echelle: 1/3500	
Région : L.G.F	A.P n° 2001-211-C
Secteur : PROVENCE	Echelle: 05/12/2015



Légende

- Zone à vocation agricole
- Zone à vocation agricole (partie non bâtie)
- Zone à vocation agricole (partie bâtie)
- Zone à vocation agricole (partie bâtie)
- Zone à vocation agricole (partie bâtie)

Parcelles Nord		Parcelles Sud	
N°	Surface (m²)	N°	Surface (m²)
1	247	1	247
2	3111	2	3111
3	3112	3	3112
4	3113	4	3113
5	3114	5	3114
6	3115	6	3115
7	3116	7	3116
8	3117	8	3117
9	3118	9	3118
10	3119	10	3119
11	3120	11	3120
12	3121	12	3121
13	3122	13	3122
14	3123	14	3123
15	3124	15	3124
16	3125	16	3125
17	3126	17	3126
18	3127	18	3127
19	3128	19	3128
20	3129	20	3129
21	3130	21	3130
22	3131	22	3131
23	3132	23	3132
24	3133	24	3133
25	3134	25	3134
26	3135	26	3135
27	3136	27	3136
28	3137	28	3137
29	3138	29	3138
30	3139	30	3139
31	3140	31	3140
32	3141	32	3141
33	3142	33	3142
34	3143	34	3143
35	3144	35	3144
36	3145	36	3145
37	3146	37	3146
38	3147	38	3147
39	3148	39	3148
40	3149	40	3149
41	3150	41	3150
42	3151	42	3151
43	3152	43	3152
44	3153	44	3153
45	3154	45	3154
46	3155	46	3155
47	3156	47	3156
48	3157	48	3157
49	3158	49	3158
50	3159	50	3159
51	3160	51	3160
52	3161	52	3161
53	3162	53	3162
54	3163	54	3163
55	3164	55	3164
56	3165	56	3165
57	3166	57	3166
58	3167	58	3167
59	3168	59	3168
60	3169	60	3169
61	3170	61	3170
62	3171	62	3171
63	3172	63	3172
64	3173	64	3173
65	3174	65	3174
66	3175	66	3175
67	3176	67	3176
68	3177	68	3177
69	3178	69	3178
70	3179	70	3179
71	3180	71	3180
72	3181	72	3181
73	3182	73	3182
74	3183	74	3183
75	3184	75	3184
76	3185	76	3185
77	3186	77	3186
78	3187	78	3187
79	3188	79	3188
80	3189	80	3189
81	3190	81	3190
82	3191	82	3191
83	3192	83	3192
84	3193	84	3193
85	3194	85	3194
86	3195	86	3195
87	3196	87	3196
88	3197	88	3197
89	3198	89	3198
90	3199	90	3199
91	3200	91	3200
92	3201	92	3201
93	3202	93	3202
94	3203	94	3203
95	3204	95	3204
96	3205	96	3205
97	3206	97	3206
98	3207	98	3207
99	3208	99	3208
100	3209	100	3209
101	3210	101	3210
102	3211	102	3211
103	3212	103	3212
104	3213	104	3213
105	3214	105	3214
106	3215	106	3215
107	3216	107	3216
108	3217	108	3217
109	3218	109	3218
110	3219	110	3219
111	3220	111	3220
112	3221	112	3221
113	3222	113	3222
114	3223	114	3223
115	3224	115	3224
116	3225	116	3225
117	3226	117	3226
118	3227	118	3227
119	3228	119	3228
120	3229	120	3229
121	3230	121	3230
122	3231	122	3231
123	3232	123	3232
124	3233	124	3233
125	3234	125	3234
126	3235	126	3235
127	3236	127	3236
128	3237	128	3237
129	3238	129	3238
130	3239	130	3239
131	3240	131	3240
132	3241	132	3241
133	3242	133	3242
134	3243	134	3243
135	3244	135	3244
136	3245	136	3245
137	3246	137	3246
138	3247	138	3247
139	3248	139	3248
140	3249	140	3249
141	3250	141	3250
142	3251	142	3251
143	3252	143	3252
144	3253	144	3253
145	3254	145	3254
146	3255	146	3255
147	3256	147	3256
148	3257	148	3257
149	3258	149	3258
150	3259	150	3259
151	3260	151	3260
152	3261	152	3261
153	3262	153	3262
154	3263	154	3263
155	3264	155	3264
156	3265	156	3265
157	3266	157	3266
158	3267	158	3267
159	3268	159	3268
160	3269	160	3269
161	3270	161	3270
162	3271	162	3271
163	3272	163	3272
164	3273	164	3273
165	3274	165	3274
166	3275	166	3275
167	3276	167	3276
168	3277	168	3277
169	3278	169	3278
170	3279	170	3279
171	3280	171	3280
172	3281	172	3281
173	3282	173	3282
174	3283	174	3283
175	3284	175	3284
176	3285	176	3285
177	3286	177	3286
178	3287	178	3287
179	3288	179	3288
180	3289	180	3289
181	3290	181	3290
182	3291	182	3291
183	3292	183	3292
184	3293	184	3293
185	3294	185	3294
186	3295	186	3295
187	3296	187	3296
188	3297	188	3297
189	3298	189	3298
190	3299	190	3299
191	3300	191	3300
192	3301	192	3301
193	3302	193	3302
194	3303	194	3303
195	3304	195	3304
196	3305	196	3305
197	3306	197	3306
198	3307	198	3307
199	3308	199	3308
200	3309	200	3309
201	3310	201	3310
202	3311	202	3311
203	3312	203	3312
204	3313	204	3313
205	3314	205	3314
206	3315	206	3315
207	3316	207	3316
208	3317	208	3317
209	3318	209	3318
210	3319	210	3319
211	3320	211	3320
212	3321	212	3321
213	3322	213	3322
214	3323	214	3323
215	3324	215	3324
216	3325	216	3325
217	3326	217	3326
218	3327	218	3327
219	3328	219	3328
220	3329	220	3329
221	3330	221	3330
222	3331	222	3331
223	3332	223	3332
224	3333	224	3333
225	3334	225	3334
226	3335	226	3335
227	3336	227	3336
228	3337	228	3337
229	3338	229	3338
230	3339	230	3339
231	3340	231	3340
232	3341	232	3341
233	3342	233	3342
234	3343	234	3343
235	3344	235	3344
236	3345	236	3345
237	3346	237	3346
238	3347	238	3347
239	3348	239	3348
240	3349	240	3349
241	3350	241	3350
242	3351	242	3351
243	3352	243	3352
244	3353	244	3353
245	3354	245	3354
246	3355	246	3355
247	3356	247	3356
248	3357	248	3357
249	3358	249	3358
250	3359	250	3359
251	3360	251	3360
252	3361	252	3361
253	3362	253	3362
254	3363	254	3363
255	3364	255	3364
256	3365	256	3365
257	3366	257	3366
258	3367	258	3367
259	3368	259	3368
260	3369	260	3369
261	3370	261	3370
262	3371	262	3371
263	3372	263	3372
264	3373	264	3373
265	3374	265	3374
266	3375	266	3375
267	3376	267	3376
268	3377	268	3377
269	3378	269	3378
270	3379	270	3379
271	3380	271	3380
272	3381	272	3381
273	3382	273	3382
274	3383	274	3383
275	3384	275	3384
276	3385	276	3385
277	3386	277	3386
278	3387	278	3387
279	3388	279	3388
280	3389	280	3389
281	3390	281	3390
282	3391	282	3391
283	3392	283	3392
284	3393	284	3393
285	3394	285	3394
286	3395	286	3395
287	3396	287	3396
288	3397	288	3397
289	3398	289	3398
290	3399	290	3399
291	3400	291	3400
292	3401	292	3401
293	3402	293	3402
294	3403	294	3403
295	3404	295	3404
296	3405	296	3405
297	3406	297	3406
298	3407	298	3407
299	3408	299	3408
300	3409	300	3409
301	3410	301	3410
302	3411	302	3411
303	3412	303	3412
304	3413	304	3413
305	3414	305	3414
306	3415	306	3415
307	3416	307	3416
308	3417	308	3417
309	3418	309	3418
310	3419	310	3419
311	3420	311	3420
312	3421	312	3421
313	3422	313	3422
31			



Parcelles à vendre		Parcelles à louer		Parcelles à cultiver	
Parcelle	Surface (m²)	Parcelle	Surface (m²)	Parcelle	Surface (m²)
1	100	1	100	1	100
2	200	2	200	2	200
3	300	3	300	3	300
4	400	4	400	4	400
5	500	5	500	5	500
6	600	6	600	6	600
7	700	7	700	7	700
8	800	8	800	8	800
9	900	9	900	9	900
10	1000	10	1000	10	1000
11	1100	11	1100	11	1100
12	1200	12	1200	12	1200
13	1300	13	1300	13	1300
14	1400	14	1400	14	1400
15	1500	15	1500	15	1500
16	1600	16	1600	16	1600
17	1700	17	1700	17	1700
18	1800	18	1800	18	1800
19	1900	19	1900	19	1900
20	2000	20	2000	20	2000
21	2100	21	2100	21	2100
22	2200	22	2200	22	2200
23	2300	23	2300	23	2300
24	2400	24	2400	24	2400
25	2500	25	2500	25	2500
26	2600	26	2600	26	2600
27	2700	27	2700	27	2700
28	2800	28	2800	28	2800
29	2900	29	2900	29	2900
30	3000	30	3000	30	3000
31	3100	31	3100	31	3100
32	3200	32	3200	32	3200
33	3300	33	3300	33	3300
34	3400	34	3400	34	3400
35	3500	35	3500	35	3500
36	3600	36	3600	36	3600
37	3700	37	3700	37	3700
38	3800	38	3800	38	3800
39	3900	39	3900	39	3900
40	4000	40	4000	40	4000
41	4100	41	4100	41	4100
42	4200	42	4200	42	4200
43	4300	43	4300	43	4300
44	4400	44	4400	44	4400
45	4500	45	4500	45	4500
46	4600	46	4600	46	4600
47	4700	47	4700	47	4700
48	4800	48	4800	48	4800
49	4900	49	4900	49	4900
50	5000	50	5000	50	5000
51	5100	51	5100	51	5100
52	5200	52	5200	52	5200
53	5300	53	5300	53	5300
54	5400	54	5400	54	5400
55	5500	55	5500	55	5500
56	5600	56	5600	56	5600
57	5700	57	5700	57	5700
58	5800	58	5800	58	5800
59	5900	59	5900	59	5900
60	6000	60	6000	60	6000
61	6100	61	6100	61	6100
62	6200	62	6200	62	6200
63	6300	63	6300	63	6300
64	6400	64	6400	64	6400
65	6500	65	6500	65	6500
66	6600	66	6600	66	6600
67	6700	67	6700	67	6700
68	6800	68	6800	68	6800
69	6900	69	6900	69	6900
70	7000	70	7000	70	7000
71	7100	71	7100	71	7100
72	7200	72	7200	72	7200
73	7300	73	7300	73	7300
74	7400	74	7400	74	7400
75	7500	75	7500	75	7500
76	7600	76	7600	76	7600
77	7700	77	7700	77	7700
78	7800	78	7800	78	7800
79	7900	79	7900	79	7900
80	8000	80	8000	80	8000
81	8100	81	8100	81	8100
82	8200	82	8200	82	8200
83	8300	83	8300	83	8300
84	8400	84	8400	84	8400
85	8500	85	8500	85	8500
86	8600	86	8600	86	8600
87	8700	87	8700	87	8700
88	8800	88	8800	88	8800
89	8900	89	8900	89	8900
90	9000	90	9000	90	9000
91	9100	91	9100	91	9100
92	9200	92	9200	92	9200
93	9300	93	9300	93	9300
94	9400	94	9400	94	9400
95	9500	95	9500	95	9500
96	9600	96	9600	96	9600
97	9700	97	9700	97	9700
98	9800	98	9800	98	9800
99	9900	99	9900	99	9900
100	10000	100	10000	100	10000

Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 2016-370 C/P
du 5 OCT 2016 Pour le Préfet
et par délégation
La Secrétaire Générale.

Maxime AHRWEILL

DEPARTEMENT
 DES BOUCHES DU RHONE
 COMMUNE
 SENAS - EYGUIERES

LAFARGE GRANULATS FRANCE

"Le Grand Vallon"
 PLAN PARCELLAIRE
 AP SUD

Echelle: 1/2500

Région :
L.G.F

Secteur :
PROVENCE

A.P. n° 2001-211-C

LAFARGE

DATE: 05/10/2015